

secours avant qu'elle fût terminée : ce qui exigea onze jours. Averti du mouvement des Français, le comte de Fuensaldaña alla rejoindre l'armée du Roi. Il arriva à Saint-Amand tandis que l'archiduc entrait à Tournai. L'armée n'avait pas encore pu être rassemblée, lorsque le comte reçut l'avis du siège de Cambrai. L'ayant transmis à l'archiduc, il se rendit le même jour à Bouchain avec les troupes qu'il avait à la main et tâcha de jeter, pendant la nuit, du monde dans Cambrai. Cette entreprise échoua en partie : car six régiments ayant été désignés pour entrer dans la place, le gouverneur de celle-ci, sous prétexte de leur préparer des quartiers, leur fit faire halte près de Bouchain la nuit même que l'ennemi vint occuper ses postes, et des six régiments il n'en put entrer dans la ville que trois.

Après que l'armée se fut rassemblée, l'archiduc arriva à Valenciennes, et il invita le duc de Lorraine à s'y rendre de son côté, pour convenir des moyens de secourir la place assiégée. Il l'engageait aussi à faire marcher ses troupes. Le duc vint à la vérité lui-même, mais seul; et après avoir conféré sans rien résoudre, il retourna à son quartier. Huit jours se passèrent pendant ces conférences en allées et venues, dont le duc sut tirer avantage pour lui-même, comme il le faisait toujours dans les occasions difficiles, qu'il appelait sa moisson¹. L'armée du Roi les rejoignit enfin, et le duc s'en alla à Bruxelles, sans que l'archiduc eût pu lui persuader que son intervention était requise dans une occurrence aussi importante.

L'armée passa la rivière la Sensée, entre Bouchain et Arleux, à une heure de marche du camp du comte d'Harcourt. Ce passage s'acheva à la chute du jour. La cavalerie et l'infanterie s'étant chargées de fascines, on se remit en marche une heure après que la nuit fut venue, et l'on alla se retrancher dans une position avantageuse, en s'appuyant à gauche sur l'Escaut et à moins d'une portée de canon de l'ennemi. On prit ce parti parce que, comme on se trouvait dans une campagne aussi rase que celle de Cambrai, avec une cavalerie inférieure de plus de la moitié à celle des Français, il avait paru nécessaire de suppléer à la force par l'art.

Ce fut la nuit du² qu'on résolut d'essayer de secourir la place, en profitant de diverses attaques destinées à faire diversion pour intro-

¹ « Sacando en ellas sus conveniencias, como hacia siempre en los lances apretados, que llamava su cosecha.... »

² En blanc dans le manuscrit.

duire, du côté de Cateau-Cambrésis, un corps de 1,500 hommes d'infanterie et d'autant de chevaux. On avait reçu avis que ce côté de la place, qui faisait face aux positions de l'ennemi, avait été moins fortifié par eux et moins garni de troupes : mais aussi, comme il était à l'opposite de notre armée, le soldat avait une longue marche à faire. Il fallut donc se mettre en mouvement deux heures avant le jour, pour être en mesure d'exécuter, la nuit suivante, le coup qu'on méditait, et l'on fit semblant d'aller chercher un convoi de munitions. L'expédition eut pour chef le sergent général de bataille Broek, soldat très-expérimenté et connaissant bien le pays. Il eut ordre de se mettre en mesure d'introduire son secours une heure avant le jour. La nuit venue, l'armée fut divisée en trois corps : l'archiduc continua d'occuper avec l'un d'eux le poste fortifié; le comte de Fuensaldaña se porta avec un autre vers le point où il devait opérer la diversion, et, à sa droite, s'avança le baron de Clinchant avec la troisième division composée des troupes de Lorraine; ce corps était lui-même flanqué à droite d'un autre de 1,000 Croates qui se donnaient presque la main avec la partie de la place par où Broek devait tenter de pénétrer. Le tout fut exécuté avec autant de bonheur que d'ordre : car, comme Broek n'avait pas pu arriver avant le jour, il se leva un brouillard si épais que sa marche en fut cachée jusqu'au poste désigné, et la résistance qu'il y rencontra fut très-faible, par la raison que toute la défense s'était portée vers les attaques qui avaient lieu sur deux points à la fois. Broek entra dans Cambrai sans perdre un homme. Au même moment le brouillard se dissipa sous un brillant soleil, et l'archiduc, de la position qu'il occupait, put voir les troupes rangées en bataille près du château. Les autres divisions regagnèrent leurs quartiers avec peu de perte. Quant à l'ennemi, il mit le feu aux siens à huit heures du matin, et, traversant l'Escaut, se rendit au Catelet. On jugea impossible de l'attaquer, tant à cause de la disproportion des forces que parce qu'il avait laissé sa ligne parfaitement garnie avec la plus grande partie de son armée. Celle-ci, qui ne se mit en marche que vers la nuit, se retira au Catelet, et l'armée du Roi prit position entre Bouchain et Valenciennes.

Aussitôt qu'il se fut débarrassé de l'attirail de siège, le comte d'Harcourt vint loger à Cateau-Cambrésis. Ayant résolu ensuite de passer l'Escaut, il n'y rencontra pas de résistance, car on n'eut jamais l'intention de défendre

cette rivière. On garnit les places de Douai et de Bouchain, et l'on se retira avec le reste des troupes à Valenciennes, comme on se l'était proposé. Le comte d'Harcourt prit ses logements à Condé, et l'armée du Roi à Tournai. Le comte pensait fortifier Condé : mais, reconnaissant la difficulté que cela présentait, parce que d'un côté l'armée s'affaiblissait et de l'autre les moyens lui manquaient, il désarma et évacua la place.

Les Espagnols venaient de recevoir un renfort de cavalerie allemande, sous la conduite du duc de Wurtemberg. Avec ce corps, réuni aux troupes qu'on avait mises dans les places, l'armée se forma et se porta vers celle de l'ennemi, qui se trouvait à Catillon. Le marquis Sfondrato reçut en même temps ordre d'occuper la position de la Motte-aux-Bois. Le comte d'Harcourt, ayant eu avis de ce mouvement, marcha en hâte pour s'y opposer ; mais les Espagnols furent plus prompts et se rendirent maîtres de la Lys, qui couvrait les assiégeants. Il en résulta que les Français perdirent la position, sans avoir pu, après tout, rien faire dans le cours de cette campagne, quelle que fût la disproportion des forces qu'avaient à leur opposer les Espagnols.

Ainsi se termina la campagne de 1649, et c'est, à mon avis, dit le rédacteur de la Relation, une des plus glorieuses pour nos armes.

CAMPAGNE DE 1650.

Cette année commença par l'emprisonnement des princes de Condé et de Conti et du duc de Longueville, et par la double fuite de madame de Longueville à Dieppe, du maréchal de Turenne à Stenay. Aussitôt qu'il y fut arrivé, le comte de Fuensaldaña lui expédia quelqu'un pour lui faire des compliments de condoléance sur l'emprisonnement des princes, et lui offrir l'appui du Roi. La même chose se fit pour madame de Longueville, dès qu'on eut appris que, n'ayant pas pu se maintenir à Dieppe, elle était passée en Hollande et qu'elle désirait se rendre de là à Stenay. Ce qui lui était nécessaire pour son entretien et sa sûreté en route lui fut aussitôt envoyé. Des propositions furent faites d'abord de la part de la duchesse et du maréchal, et après quelques discussions, tant entre les deux parties qu'entre les ministres espagnols, on conclut un traité par lequel il était accordé aux premiers 5,000 hommes de l'armée du Roi, de l'argent pour en lever

10.000, et cinquante mille écus par mois pour les frais du parti; eux (la duchesse et le maréchal) promettaient, au nom des princes prisonniers et en gage de leur fidélité, de livrer la ville de Stenay; les Espagnols devaient enfin leur donner appui et secours jusqu'à la délivrance des princes et la conclusion d'une paix générale. Cela fait, le comte de Fuensaldaña se rencontra avec le maréchal de Turenne à Marche, dans le pays de Luxembourg, afin d'arrêter les dispositions et les entreprises de la campagne. Leurs entrevues eurent lieu avec toute confiance et courtoisie, et le comte fit don au maréchal des objets dont semblait avoir besoin l'homme qui avait quitté tant à l'improviste et maison et patrie pour s'attacher aux intérêts d'un ami.

Au moment de se mettre en campagne, on forma dans le Luxembourg le corps d'armée du maréchal de Turenne, que les Français appelèrent *l'armée de la liberté des princes*, et dans le Hainaut l'armée du Roi. Pour s'y opposer, les ennemis organisèrent également deux corps d'armée. L'avis du comte et du maréchal fut qu'il fallait se réunir pour être plus forts en entrant en France. La jonction eut lieu à la Capelle, et l'on se porta sur la Somme. Au bout de quatre jours le Catelet était occupé, afin d'assurer l'arrivée des vivres. On avait l'intention d'assiéger Saint-Quentin : mais le maréchal du Plessis, qui commandait l'armée française, y ayant fait entrer un corps de troupes, et vu d'un autre côté la grandeur de la place et la difficulté d'intercepter les secours, on alla mettre le siège devant Guise. On avait déjà établi la ligne de circonvallation et réuni à Landrecies tous les approvisionnements et les appareils nécessaires à l'entreprise, lorsque l'abondance excessive des eaux occasionna l'inondation des chemins. Il devint impossible de transporter sur la ligne les approvisionnements amenés à Landrecies, qui était la place la plus voisine : ce fut à peine si l'on pouvait y avoir ce qu'il fallait pour la consommation journalière. Dans cette conjoncture, les ennemis, ayant opéré leur jonction, vinrent s'établir entre Guise et Landrecies : par là ils empêchèrent la conduite des vivres, et force fut de se contenter de convois très-risqués et de faible importance, dont quelques-uns furent dispersés. Finalement, les pluies croissant toujours et les moyens de subsistance venant à manquer aux assiégeants, on dut lever le siège et l'on se retira en passant devant les

... Que llamaban los Franceses de la libertad de los principes...

quartiers de l'ennemi, qui ne voulut pas sortir de ses retranchements. L'armée alla chercher ses vivres; après s'être rafraîchie par une semaine de repos, elle mit le siège devant la Capelle, qui fut prise au bout de quinze jours.

Le roi de France, ayant laissé à Paris le duc d'Orléans pour gouverner en son absence, prit avec quelques troupes la route de Bordeaux. Là s'était retirée la princesse de Condé avec le duc d'Enghien, son fils, le duc de Bouillon, le prince de la Rochefoucauld et d'autres personnages de considération : par suite de quoi la ville s'était déclarée pour le parti des princes prisonniers à Vincennes. Les amis qu'ils avaient à Paris profitèrent de l'occasion pour proposer au maréchal de Turenne de les mettre à même, en faisant approcher l'armée catholique de cette capitale, d'y susciter du tumulte, à la faveur duquel ils pourraient du moins, s'ils ne réussissaient pas à soulever le peuple, sortir en nombre suffisant pour assiéger Vincennes, délivrer les princes et les conduire à l'armée. Par suite de cette offre on se détermina à se porter sur l'Aisne, où l'on occupa Château-Porcien et Reithel, en vue d'assurer la retraite. Après y avoir laissé garnison avec ordre de se fortifier, on se rendit à Basoche, d'où furent envoyées différentes personnes avec la charge de savoir des confédérés quel jour serait fixé pour l'expédition. Le duc d'Orléans, informé de la marche de l'armée et de ce qui se tramait à Paris, résolut, à la suite de plusieurs conseils, de changer les princes de prison : avec une simple compagnie de deux cents chevaux il les fit conduire au Havre de Grâce, sans qu'aucun de ceux qui promettaient de les enlever du bois de Vincennes se présentât pour les tirer des mains de M. de Navailles, qui les escortait. Déçus de ce côté dans leur espérance, ils demandèrent que l'archiduc envoyât quelqu'un avec des propositions de paix auprès du duc d'Orléans. Une entrevue eut lieu en effet : mais le duc n'accepta que sous réserve d'en référer à la cour. Cette entrevue n'émut pas plus le peuple que la translation des princes. N'ayant pas réussi dans ce qu'on s'était proposé, on résolut de mettre le siège devant Mouzon, place située sur la Meuse, à trois lieues de Stenay. Le marquis de Molinguien fut envoyé avec 6,000 hommes pour occuper les positions, et il eut le bonheur de trouver la place dégarnie de troupes, de sorte que de prime abord il put s'emparer d'un ravelin que tout le monde considérait comme la meilleure fortification de la place. Toutefois, la nuit

suivante, elle reçut 1,500 hommes de Sedan : ce qui commença à rendre l'entreprise plus difficile. Les eaux ayant été lâchées en outre, le comte de Fuensaldaña fut obligé d'aller attaquer la place avec le reste de l'armée, tandis que l'archiduc se rendait à Bruxelles, pour pourvoir au paiement des troupes qui arrivaient d'Allemagne au nombre de 4,000 chevaux avec quelque infanterie. Le comte, ayant reconnu, à son arrivée, que les dispositions pour l'attaque n'avaient pas été bien prises, les fit changer, et, nonobstant le temps contraire, car on était déjà au milieu du mois de novembre, il mena au bout de peu de jours l'entreprise à bonne fin, par l'occupation d'une place si importante, donnant passage sur la Meuse et appuyant Stenay, qui était la base du parti.

Cela fait, la vieille armée de Flandre s'achemina vers ses quartiers d'hiver, et le comte demeura pour former l'armée du maréchal de Turenne au moyen des troupes qu'il avait avec lui, de celles de Lorraine, de celles arrivées d'Allemagne et d'autres régiments qui n'avaient pas fait la campagne. On voulait passer l'hiver en France aux environs de Rethel et de Stenay, et soutenir cette première place jusqu'à ce qu'on eût fini de la fortifier et qu'elle pût, quand la saison serait plus avancée, être bien assurée. Le maréchal se mit ensuite en marche avec ses troupes, qu'il distribua dans le Barrois. Le comte se dirigea vers les Pays-Bas pour assigner ses quartiers à l'armée. Bordeaux entra en accommodement, et le roi de France revint à Paris.

Prenant avec lui les mêmes troupes que le roi avait ramenées, le cardinal Mazarin les réunit à celles du maréchal du Plessis, dans le but d'assiéger Rethel. Sur l'avis qu'en eut le maréchal de Turenne, il se porta vers ce quartier-là. L'armée ennemie attaqua la place d'un côté où l'on ne devait pas s'attendre qu'elle le ferait, c'est-à-dire du côté du faubourg qui est séparé de la ville par l'Aisne. Après y avoir abattu un pan de la muraille, l'ennemi se servit du pont même par lequel le faubourg communique avec la ville, et il donna l'assaut qui ne fut ni bien conduit ni bien repoussé. C'est ainsi qu'il parvint à se loger au pied de la muraille, et la place se rendit au moment où l'armée du maréchal de Turenne était déjà en vue des ennemis. Étonné de ne pas entendre tirer, le maréchal fit faire halte jusqu'à

..... El ejército veterano de Flandes.....

ce qu'il eût pu envoyer quelqu'un en reconnaissance. M. de Duras, son neveu, en ayant reçu commission, fit quelques prisonniers, desquels il apprit que la place s'était rendue et que les troupes devaient sortir le lendemain matin. Il fut décidé, d'après cela, de chercher à mettre les troupes à l'abri du temps, qui était extrêmement rigoureux. Elles furent réparties dans quatre hameaux. Les ennemis, ayant observé que la marche de l'armée n'était garantie par aucun retranchement et qu'elle se trouvait, pour la plus grande partie, de l'autre côté de l'Aisne, n'ayant pour toute communication qu'un très-mauvais pont, firent grande diligence pour passer la rivière et faire sortir le même jour la garnison qui s'était rendue, de sorte qu'au commencement de la nuit l'armée entière avait passé de l'autre côté de la rivière et la garnison avait quitté la place. Sachant que le maréchal de Turenne avait divisé ses troupes, les ennemis résolurent de marcher vers sa place d'armes et de s'en emparer. Le maréchal, prévenu de ce dessein avant le jour, avait envoyé ses ordres à tous les quartiers : mais l'infanterie lorraine et une partie de la cavalerie, à qui le quartier qu'on leur avait assigné n'avait point paru convenable, étaient allées en prendre un autre, de manière qu'elles n'arrivèrent point à temps. Les ennemis se montrèrent de très-bonne heure au lieu où le maréchal se trouvait avec le peu de troupes qui l'avait rejoint. Celui-ci jugea à propos de ne pas leur laisser le temps de se ranger en bataille, comme ils allaient le faire, et il en vint immédiatement aux mains. Quoique le premier choc fût à son avantage, toute l'armée ennemie étant venue à le charger, il fut battu, et il alla mettre sa personne à couvert à Stenay, en même temps que ses gens se débandaient de divers côtés. Le comte de Fuensaldaña alla présenter ses condoléances au maréchal, qui était venu jusqu'à Namur. Ils s'y concertèrent pour le logement des troupes : ce qui leur donna beaucoup de peine. Le maréchal retourna à Stenay et le comte à Bruxelles, pour s'y occuper des préparatifs de la campagne suivante.

Le cardinal Mazarin, tout glorieux de la reddition de Bordeaux, de la reprise de Rethel et du gain d'une bataille, paraissait à tout le monde plus affermi que jamais. Cependant cette grande prospérité fut, pour les amis des princes, un motif de se réunir au parti des Frondeurs, nom donné à ceux qui avaient embrassé la cause du parlement dans la guerre qu'il faisait au cardinal....

Dès que madame de Longueville sut l'arrivée du prince de Condé à Paris¹, elle demanda congé aux Espagnols pour y aller préparer, à ce qu'elle disait, le traité de paix. On le lui accorda aussitôt avec toute l'assistance nécessaire pour son voyage, et elle partit, tandis que le maréchal de Turenne demeurait à Stenay en intention de se rendre de son côté, sous peu de jours, à Paris, mais sans y mettre autant d'empressement. Le prince, qui se croyait maître de la cour, des armées et du royaume, tâcha de se dégager envers le Roi, en proposant un congrès pour la paix, comme il y était obligé par le traité fait avec les Espagnols. Le nonce, qu'on appela comme médiateur, en écrivit en Espagne.

Sur ces entrefaites, le cardinal Mazarin ayant demandé des passe-ports pour se rendre en Allemagne et de là en Italie, on les lui envoya, en même temps que don Antonio Pimentel pour l'accompagner. Celui-ci eut ordre de détourner le cardinal de tant s'éloigner de la France, où il laissait la reine, qui aurait été capable de se perdre pour le maintenir, tandis que lui en agissait peu généreusement en l'abandonnant dans ces conjonctures difficiles pour passer en Italie. Il devait dire au cardinal qu'il n'avait qu'à faire connaître ce en quoi on pouvait lui venir en aide, et qu'on s'y prêterait de bon cœur. Si l'on faisait faire ces démarches auprès de lui, c'est que l'on jugeait que sa présence en France y serait une source de troubles, tandis que, s'il venait à s'en éloigner, le prince de Condé resterait le maître et n'en serait pas moins hostile à l'Espagne, car son penchant prononcé pour la guerre devait peu le disposer en faveur du traité de paix qu'on désirait tant. Le cardinal répondit qu'il reconnaissait parfaitement le fondement des représentations qui lui étaient faites, mais que, quoiqu'il ne lui manquât ni amis pour lui servir d'intermédiaires, ni places pour faire la guerre, sa profession et les obligations qu'il confessait avoir au roi de France ne lui permettaient qu'une voie, celle qui lui paraissait la plus convenable et la plus utile pour tout le monde, c'est-à-dire de traiter de la paix et qu'il était autorisé à le faire. Le comte de Fuensaldaña accepta la proposition, en prévenant le cardinal qu'il allait en rendre compte au Roi. Le conseil d'État, appelé à délibérer sur l'une et l'autre proposition,

¹ Les princes de Condé et de Conti et le duc de Longueville furent mis en liberté par Mazarin lui-même le 13 février 1651. Condé arriva à Paris le 16.

fut d'avis qu'il convenait de donner pouvoir au comte afin de traiter secrètement avec le cardinal, et de le nommer en même temps premier plénipotentiaire au congrès qui, sur les instances des médiateurs admis comme tels par le prince de Condé, devait se réunir sur les frontières des Pays-Bas, pour délibérer sur quelques points dont ces médiateurs écrivaient de Paris qu'ils étaient tombés d'accord, mais qu'ils n'osaient pas toutefois prendre sur eux de décider. Arrivés au lieu choisi pour cette réunion, les négociateurs s'y trouvèrent dans un embarras extrême à cause même des points renvoyés au congrès, et particulièrement le comte de Fuensaldaña : car quoique publiquement ce fût à l'archiduc qu'il appartenait de se prononcer sur les points en question, la foi qu'on avait dans le comte en sa qualité de premier ministre et la considération que tout lui passait par les mains lui donnaient beaucoup à penser. A ses yeux, aucune des deux propositions de paix ¹ n'était faite par des gens qui eussent pouvoir de les réaliser ², vu surtout que, pour en venir à l'exécution du traité, il fallait restituer bien des places occupées par les armes de la France : ce qui aurait été la source de grandes difficultés. La proposition faite par le cardinal, au nom de la reine régente, ne paraissait pas pouvoir être suivie d'effet, puisque le roi n'était point en âge de la ratifier, et que les princes du sang, que les lois du royaume appellent à la régence durant la minorité du roi, se trouvaient en désaccord avec le parlement, à qui il appartient d'examiner les résolutions de l'espèce, lorsqu'elles sont prises par un roi régnant, libre de tutelle, et à plus forte raison quand elles le sont par un roi mineur. Celle des princes du sang était sujette à la même difficulté, car eussent-ils même été unis avec le parlement, il aurait manqué la volonté et la ratification de la reine. Dans l'état donc où se trouvait la France, on n'y voyait personne avec qui l'on pût traiter ni qui eût le pouvoir de décider aucune question. En outre les gouverneurs, et en particulier ceux des places conquises, sous prétexte des dissensions du royaume, méconnaissaient les ordres qu'ils recevaient et attendaient la majorité du roi, en se considérant comme maîtres de leurs gouvernements et comme méritant bien de la couronne, s'ils ne se vendaient pas au plus offrant.

¹ Celle faite au nom des princes et celle faite en secret par le cardinal.

² « Considerando que ninguna de las proposiciones venia hecha por quien tubiera mano para cumplirla..... »

Tout cela pesé, le comte s'arrêta au parti de traiter avec tous sans conclure avec personne, jusqu'à ce qu'on pût voir ce qu'il y aurait de mieux à faire une fois que le roi aurait atteint sa majorité, c'est-à-dire au mois de septembre. Il y fut d'autant plus porté qu'il se conformait par là au désir de la reine et des ministres de ne pas voir rompre les négociations de paix avant la majorité du roi, et de tenir les princes en suspens, en les contrariant dans quelque détermination qu'ils voulussent prendre, jusqu'à ce que, le roi étant devenu majeur, on pût songer à les châtier. Bien que les princes pénétrassent les intentions de la cour, ils n'y pouvaient rien, faute d'autorité pour conclure la paix; ils étaient contraints ainsi à ne pas rompre avec les Espagnols, et à laisser à Stenay la garnison qui s'y trouvait, quoique la cour les pressât de l'en faire sortir. A la fin pourtant, vaincus par ses instances, ils envoyèrent en Flandre le marquis de Sillery, prétendument pour demander la sortie de la garnison, mais avec l'instruction secrète non-seulement de ne pas insister sur ce point, mais encore d'unir de nouveau les intérêts du prince de Condé et ceux du roi d'Espagne, en donnant l'assurance que le prince ne se séparerait pas de ceux-ci jusqu'à la conclusion de la paix ¹.

CAMPAGNE DE 1651.

Tel était l'état des négociations lorsque s'ouvrit la campagne. Le maréchal de Villequier entra dans le pays d'Artois et de là en Flandre avec une armée de 30,000 hommes. Le comte de Tavannes, lieutenant général et grand confident du prince, resta sur la frontière de Champagne avec 6,000 hommes. L'archiduc ² vint s'opposer à l'ennemi avec les forces du Roi, qui étaient bien inférieures par suite de l'affaire de Rethel et du manque de ressources. Le comte de Fuensaldaña demeura à Bruxelles, en apparence comme étant convalescent d'une maladie, mais dans le but réel d'expédier deux envoyés qu'il avait reçus en même temps du cardinal et du prince, chacun de son côté cherchant à faire réussir sa proposition, et le comte,

¹ « Dándole instruccion secreta que no solo no apretase en ello, sino que volviesse á unir al príncipe y sus intereses del Rey, assegurando no se apartaria dellos hasta la conclusion de la paz..... »

² Léopold-Guillaume.